

MÉMOIRE et COMMENTAIRES DE

**L'Association des conseillers indépendants en gestion
des risques de la Province de Québec (ACIGR)**

relativement au

**Rapport sur l'application de la Loi sur la distribution
de produits et services financiers (Mai 2015)**

Monsieur Carlos Leitão
Ministre des finances
Gouvernement du Québec

Suite au dépôt à l'Assemblée nationale de votre rapport sur l'application de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, notre association désire présenter un mémoire et des commentaires se limitant aux articles 5 et 6 de la Loi actuelle.

Dans les pages qui suivent, nos commentaires et suggestions vous sont présentés avec objectivité.

Respectueusement soumis.

Août 2015

NOTRE ASSOCIATION

Notre association a été fondée au printemps 2009 et constituée le 22 avril 2009 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec.

Dès sa formation, l'association s'est dotée des règles suivantes :

1. Conditions d'adhésion
 - a) L'article no 1 spécifie que le candidat doit être un individu
 - b) Les articles 3 et 4 précisent que l'individu ne soit pas un agent ou un courtier d'assurance ou un expert en sinistre au sens de la Loi
 - c) L'article no 6 concerne l'exclusion du lien financier avec les cabinets de courtage d'assurance et les assureurs
2. Exigences d'expérience du candidat
3. Exigences de formation professionnelle
4. Code de conduite

Plusieurs de nos membres exercent leur profession depuis de nombreuses années, voire plus de 30 ans pour certains.

Les documents concernant ces règles sont à l'annexe A.

Nous prenons également la liberté de joindre à l'annexe B :

- Documentation concernant Risk Management Consultants of Ontario
- Documentation concernant Society of Risk Management Consultants Inc. (USA)

MISE EN CONTEXTE ET COURT HISTORIQUE

Depuis de nombreuses années, le statut légal du gestionnaire de risques et d'assurance est discuté pour ne pas dire contesté.

La profession de gestionnaire de risques et d'assurance remonte au début des années 1950 alors que les entreprises ont constaté que la personne qui achetait les polices d'assurance, pouvait être également très impliquée en prévention des risques.

Le nom de **gestionnaire de risques et d'assurance** lui a été attribué et il est utilisé depuis.

Les grandes corporations incluant plusieurs organismes publics et parapublics sont membres d'une association connue sous le nom de The Risk and Insurance Management Society (RIMS) dont le Conseil canadien est un sous-comité.

Il est important de souligner que ce sont les corporations qui sont membres du RIMS et non les individus.

Dans la revue ASSURANCES, édition d'octobre 1994, Me Rémi Moreau, éminent juriste en matière d'assurance de dommages, écrivait au sujet des consultants en assurance :

« Au plan de la rémunération : *celle-ci est strictement indépendante de la nature et de l'étendue des contrats d'assurance ;*

Au plan de la neutralité : *les mandats qu'il exécute concernent strictement l'assuré, contrairement au mandat du courtier qui est un intermédiaire entre l'assureur et l'assuré; (situation de double mandat)*

Au plan de la nature des services : *le courtier, qui intervient généralement en premier, conseille le client, selon ses besoins, sur les meilleures protections disponibles, en choisissant un assureur auprès des divers marchés dont il a accès et en procédant à l'émission des contrats. Le consultant en assurance, quant à lui, propose plutôt l'évaluation du programme d'assurance (rapport qualité/prix) préparé par le courtier soit par l'élimination des duplications, soit par la restructuration des contrats (plafonnement des garanties, franchises adaptées) ou par les appels d'offres.*

En réalité le consultant et le courtier loin de jouer sur les mêmes plates-bandes, sont souvent des partenaires, à cause de leurs rôles complémentaires. Le premier spécialiste de la vérification, le second spécialiste des marchés et des protections.»

Plusieurs membres ont dû volontairement abandonner leur permis de courtier lorsqu'ils ont pris la décision de se consacrer à la profession de gestionnaire de risques et d'assurance en raison de certains règlements de l'Association des courtiers d'assurance du temps qui ne permettaient pas de conserver le titre à moins d'être membre et d'avoir un contrat avec plus d'un assureur, ce qui est paradoxal.

NOTRE PROFESSION

Le défi du gestionnaire de risques et d'assurance est la protection du patrimoine de ses clients.

Il agit dans tous les domaines d'activités économiques qu'ils soient d'ordre privé, gouvernemental, paragouvernemental, municipal, paramunicipal ou scolaire.

La clientèle est constituée de personnes morales uniquement, soient des institutions et des corporations dont les dirigeants sont des gens d'expérience dans le traitement des affaires. Nous ne transigeons pas avec des individus en matière d'assurance des particuliers.

La valeur des actifs possédés par les clients s'élève à plusieurs milliards de dollars et il en est de même de leur chiffre d'affaires.

Une des premières questions sinon la première que pose le client potentiel concerne notre indépendance par rapport aux assureurs, aux cabinets de courtage ou aux cabinets d'expertise de sinistre.

Exhiber un permis de courtier ou d'agent d'assurance pourrait créer un doute sur l'indépendance que le gestionnaire de risques et d'assurance prétend avoir. Certains pourraient qualifier la situation de fausse représentation.

Plusieurs clients font affaires à l'extérieur du Québec que ce soit dans les autres provinces canadiennes, aux États-Unis ou en Europe. Certains détiennent des actifs importants et emploient plusieurs personnes à l'extérieur du Québec.

Nos services sont rémunérés sur base d'honoraires uniquement.

TYPE DE TRAVAUX

Le gestionnaire de risques et d'assurance est appelé à exécuter divers travaux concernant :

Les risques

- Identification et analyse des risques purs
- Évaluation des conséquences pécuniaires suite à un sinistre
- Réduction ou élimination des risques
- Transfert du risque
- Financement
- Élaboration d'un plan d'urgence en collaboration avec le client
- Élaboration d'un plan de relève en collaboration avec le client
- Rédaction des directives pour le personnel
- Prévention et analyse des causes de sinistre
- Participation à la rédaction d'une offre de location ou d'un bail avec un juriste
- Participation à la rédaction des clauses d'assurance dans un contrat de gestion
- Rédaction des clauses d'assurance pour un projet de construction
- Gestion des documents d'assurance et de cautionnement exigibles par le bailleur, le donneur d'ouvrage ou l'Institution financière
- Protection de la réputation du client
- Protection de la propriété intellectuelle
- Soutien technique lors d'un sinistre sauf convenir d'un règlement

Les assurances

- Évaluation des besoins
- Rédaction d'un cahier des charges ou d'un énoncé de besoins
- Analyse des soumissions ou des propositions
- Rapport de recommandations
- Vérification des polices émises
- Supervision du renouvellement
- Intervention auprès du courtier ou de l'assureur si nécessaire

Le gestionnaire consacre la majeure partie de son temps aux risques et la gestion du portefeuille d'assurance est accessoire.

Les grands cabinets de courtage d'assurance ne sont pas réticents à l'implication du gestionnaire de risques dans un dossier car ils sont très conscients que celui-ci ne sera jamais un compétiteur, ce qui facilite les relations. Le gestionnaire de risques et d'assurance, il va sans dire, ne s'objecte pas à ce que le courtier ou l'agent d'assurance ou l'expert en sinistre rencontre ou discute avec son client.

LOI SUR LA DISTRIBUTION DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS

Article 5. L'agent en assurance de dommages est la personne physique qui offre directement au public, pour le compte d'un cabinet qui est un assureur ou qui est lié par contrat d'exclusivité avec un seul assureur de dommages des produits d'assurance de dommages. Il agit également comme conseiller en assurance de dommages.

Article 6. Le courtier en assurance de dommages est la personne physique qui offre directement au public un choix de différents produits d'assurance de dommages de plusieurs assureurs ou qui offre à un cabinet, à un représentant autonome ou à une société autonome des produits d'assurance de dommages d'un ou plusieurs assureurs. Il agit également comme conseiller en assurance de dommages.

Plusieurs secteurs d'activités économiques bénéficient d'une exemption même si les personnes qui y travaillent, prodiguent des conseils en assurance de dommages ou en assurance de personne.

Il est difficile de concevoir que le gestionnaire de risques et d'assurance soit assujéti à la Loi sur la distribution de produits et services financiers, eu égard aux services professionnels qu'il rend à ses clients.

Il ne peut exercer sa profession complètement et efficacement s'il se limite à traiter les risques sans éventuellement considérer les assurances comme transfert ou financement des risques.

Tel que mentionné précédemment, la gestion des assurances est accessoire mais nécessaire à la gestion des risques purs.

STATUT LÉGAL RECHERCHÉ

S'il est de l'intention du législateur de conclure que la profession de gestionnaire de risques et d'assurance peut être considérée comme un dérivé d'un service financier en raison de son implication dans la protection du patrimoine de son client, nous souhaitons et estimons qu'un statut légal distinct devrait être prévu pour les gestionnaires de risques et d'assurance et ceci, pour les raisons suivantes :

- Protéger la profession contre les personnes qui se présentent comme gestionnaire de risques et d'assurance après avoir été suspendues ou radiées par l'Autorité des marchés financiers;
- Détenir un permis émis par l'Autorité des marchés financiers ou autre organisme;
- Établir un code de déontologie spécifique
- Assujettissement de toute personne à l'emploi d'une corporation membre du RIMS ou non, d'un cabinet de comptables, etc.
- Interdiction de détenir un permis à tout agent ou courtier d'assurance tel que défini aux articles 5 et 6 de la Loi actuelle

Tous reconnaissent qu'il y a actuellement une zone grise dans la Loi sur la distribution de produits et services financiers et que le temps est venu de clarifier la situation.

Nous souhaitons être entendus si une commission parlementaire au sujet de cette réforme a lieu.

La désignation d'un titre adéquat justifie amplement la création d'une catégorie de discipline spécifique pour le gestionnaire de risques et d'assurance.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre mémoire et à nos commentaires.

LETTRES PATENTES

Loi sur les compagnies, Partie III
(L.R.Q., chap. C-38, art. 218)

Le registraire des entreprises, en vertu de la Loi sur les compagnies, délivre les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en personne morale sous le nom

ASSOCIATION DES CONSEILLERS
INDÉPENDANTS EN GESTION DES RISQUES
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

FAIT À QUÉBEC LE 22 AVRIL 2009

Déposées au registre le 22 avril 2009
sous le numéro d'entreprise du Québec 1165821209




Registraire des entreprises

1- Requérants - Un minimum de trois requérants est requis.

Les requérants demandant des lettres patentes sont :

Nom et prénom TURCOT, Guy		Profession ou occupation conseiller en gestion des risques	
N° 1530	Nom de la rue Montauban	Appartement	
Municipalité/ville Laval	Province/État Québec	Code postal H 7 E 4 M 5	Pays Canada
Nom et prénom PILON, Georges		Profession ou occupation conseiller en gestion des risques	
N° 3700	Nom de la rue Griffith	Appartement 315	
Municipalité/ville St-Laurent	Province/État Québec	Code postal H 4 T 1 A 7	Pays Canada
Nom et prénom LAPORTE, René		Profession ou occupation conseiller en gestion des risques	
N° 540	Nom de la rue boul. Cavasant ouest	Appartement	
Municipalité/ville St-Hyacinthe	Province/État Québec	Code postal J 2 S 7 S 3	Pays Canada

2- Siège - Inscrire le lieu au Québec où sera établi le siège de la personne morale.

Laval, province de Québec

3- Premiers administrateurs - Seuls les requérants peuvent être premiers administrateurs ou administrateurs provisoires.
Un minimum de trois administrateurs est requis.

Inscrire le nom et le prénom des premiers administrateurs ou des administrateurs provisoires de la personne morale :

- | | |
|------------------|-------------------|
| 1. Turcot, Guy | 2. Pilon, Georges |
| 3. Laporte, René | 4. |
| 5. | 6. |
| 7. | 8. |

4- Immeubles - Inscrire l'une ou l'autre de ces informations.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la personne morale est 500 000 \$

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la personne morale sont limités à \$.

5- Objets

Le ou les objets pour lesquels la constitution en personne morale est demandée sont :
(inscrire les buts poursuivis)

À des fins purement sociales et sans intention de gain pécuniaire pour ses membres:

Regrouper en personne morale les conseillers indépendants en gestion des risques de la province de Québec.

Défendre et promouvoir les intérêts de ses membres.

Conditions d'adhésion

Un candidat est éligible pour devenir un membre actif si, il ou elle :

- 1) est un individu qui consacre la majorité de son temps de travail à la consultation en gestion de risques et assurances;
 - 2) est rémunéré sur une base d'honoraires pour son travail et ses services;
 - 3) n'est pas un agent ou un courtier en assurance de dommages au sens des articles 5 et 6 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2);
 - 4) n'est pas un expert en sinistre au sens de l'article 10 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2);
 - 5) ne rend pas ou n'offre pas de services professionnels pour lesquels les honoraires sont subordonnés à la réduction du coût d'assurance de son client, ou tout autre résultat spécifique;
 - 6) n'a pas de liens financiers ou autres de nature matérielle avec toute agence d'assurance ou firme de courtage d'assurance ou un assureur en assurance de dommages;
 - 7) ne reçoit pas de compensation, commission ou autre rétribution ou redevance d'une agence d'assurances ou firme de courtage d'assurance ou de compagnie d'assurance de dommages, de manière à être en conflit avec le code de conduite de l'Association;
 - 8) n'est pas à l'emploi d'une firme ou d'un individu qui a un intérêt matériel dans toute agence d'assurance, firme de courtage d'assurance ou compagnie d'assurance de dommages, et n'est pas directement ou indirectement contrôlé par une agence d'assurance, une firme de courtage d'assurance ou une compagnie d'assurance de dommages, où que tel emploi serait en conflit avec le code de conduite de l'Association;
 - 9) n'a pas d'entente avec des assureurs lui permettant de lier ces derniers ou de confirmer toute couverture d'assurance ou de contresigner des documents d'assurance au nom de tout assureur ou de percevoir des primes d'assurance au nom de ceux-ci;
-

- 10) n'a pas d'actionnaire ou partenaire qui est un agent ou un courtier en assurance de dommages;
- 11) satisfait aux exigences de formation et d'expérience professionnelle établies par le Conseil d'administration de l'Association.

Le Conseil d'administration peut refuser une demande d'adhésion si le candidat s'est vu, dans le passé, refuser toute demande pour un permis ou licence d'agent ou d'enregistrement de courtier en assurance de dommages ou, si un tel permis ou enregistrement a été révoqué ou suspendu pour une raison quelconque.

Exigences d'expérience

Un candidat est éligible pour devenir membre si :

- 1) au courant des cinq (5) années immédiatement précédentes à sa demande d'adhésion, le candidat a pratiqué durant au moins trois (3) années consécutives dans le domaine de la consultation en gestion des risques et assurance et que cette expérience rencontre avec satisfaction le niveau de compétence acceptable par le Conseil d'administration, ou
- 2) au courant des trois (3) années immédiatement précédentes et ce, de façon consécutive à sa demande d'adhésion, le candidat a pratiqué dans le domaine de la consultation en gestion des risques et assurance sous la supervision d'un membre actif, ou
- 3) au courant des sept (7) années immédiatement précédentes et ce, pour au moins cinq (5) années consécutives à sa demande d'adhésion, le candidat s'est vu confier des responsabilités administratives significatives à titre d'employé cadre dans le domaine de la gestion de risques et assurance au sein d'une firme de courtage d'assurance en dommages ou d'une compagnie d'assurance en dommages et que cette expérience rencontre avec satisfaction le niveau de compétence acceptable par le Conseil d'administration, ou
- 4) une combinaison de plusieurs exigences qui serait en deçà du minimum mentionnées plus haut mais qui rencontre avec satisfaction le niveau de compétence acceptable par le Conseil d'administration.

Exigences de formation professionnelle

Un candidat est éligible pour devenir membre si, il ou elle :

- 1) détient une accréditation de l'Institut d'Assurance du Canada à titre d'Associé (PAA) ou de Fellow (FPAA), ou
- 2) a complété avec succès auprès d'une institution universitaire les trois (3) cours de gestion de risques du programme CMR (Canadian Risk Management) :
 - CRM 1 – Appréciation des risques
 - CRM 2 – Contrôle des risques
 - CRM 3 – Financement des risques
- 3) détient tout autre expérience et/ou antécédent d'éducation ou de formation qui rencontre avec satisfaction le niveau de qualification professionnelle acceptable par le Conseil d'administration.

Code de conduite

1. Le membre doit en tout temps placer les intérêts de ses clients et ceux de tout client éventuel avant les siens en les conseillant avec intégrité et compétence.
2. Le membre doit agir en toute indépendance en s'assurant que ses conseils sont le résultat d'une réflexion pertinente et raisonnée.
3. Le membre doit servir ses clients consciencieusement et avec diligence. Il doit exécuter avec transparence le mandat qu'il a accepté. Il ne doit pas déconseiller à son client de consulter un autre membre ou personne de son choix.
4. Le membre doit préserver et respecter le secret de tous renseignements qu'il obtient sur son client et les utiliser aux fins pour lesquels il les obtient. Il ou elle ne doit divulguer aucune information obtenue sur le sceau de la confidentialité sans avis préalable de son client à moins qu'une disposition d'une loi ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent ne le relève de cette obligation.
5. Le membre doit informer son client en regard de toute relation, circonstance ou intérêt qui pourrait influencer son jugement ou son objectivité quant au mandat en cours.
6. Avant d'accepter un mandat, le membre devra s'entretenir avec son client actuel ou potentiel, afin de colliger toute l'information pertinente et judicieuse à la bonne étude du dossier permettant de résoudre et gérer le tout au profit du client.
7. Le membre doit exécuter avec transparence le mandat qu'il a accepté et pour lequel il ou elle est dûment qualifié.
8. Avant d'accepter un mandat, le membre doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances, de son intégrité ainsi que des moyens dont il dispose. Il ne doit pas entreprendre ou continuer un mandat pour lequel il ne dispose pas des habiletés nécessaires ou que des circonstances hors de son contrôle pourraient contrecarrer la bonne conduite de son mandat.

Le membre doit, dans les plus brefs délais, donner suite aux instructions qu'il reçoit de son client ou le prévenir qu'il lui est impossible de s'y conformer. Il doit également informer son client lorsqu'il constate un empêchement à la continuation de son mandat.

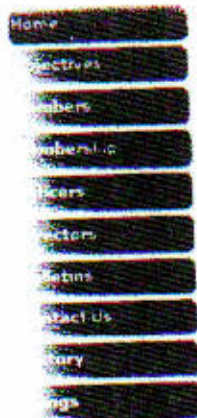
9. À l'exception d'un mandat impliquant une relation particulière avec un client, le membre doit s'assurer que son client soit informé par écrit de son offre de services stipulant précisément les objectifs et l'envergure du mandat ainsi que l'estimation des coûts. Le membre doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de sa rémunération ou de ses émoluments :

1. Son expérience
2. Le temps consacré au mandat
3. La difficulté du problème soumis
4. L'importance de l'affaire
5. La responsabilité assumée
6. La prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelle
7. Le résultat obtenu

Le membre devra informer son client de toutes modifications dans la nature, l'étendue ou l'échéancier de son mandat avant d'entreprendre un changement quelconque.

10. Les membres doivent entretenir entre eux des relations courtoises et de bonne foi.
11. Le membre doit s'efforcer à préserver les standards de sa profession et s'ingénier à les faire progresser.
12. Le membre ne doit pas percevoir les primes d'assurance pour le compte des courtiers, agents et assureurs.

Risk Management Consultants of Ontario



Risk Management Consultants of Ontario (RMCO) is an organization dedicated to the practice of risk management and property/casualty insurance consulting, with the continuous responsibility to develop, promote and maintain high professional and ethical standards.

Registration and Licensing of Risk Management and Insurance Consultants is mandatory in the Province of Ontario.

Individual consultants can choose to be licensed by the Registered Insurance Brokers of Ontario RIBO OR become a member of RMCO



Contact Us

Regulated Activities

In Ontario, any person who for any compensation, commission or other thing of value, with respect to persons or property in Ontario,

1. acts or aids in any manner in soliciting, negotiating or procuring the making of any contract of insurance or reinsurance whether or not the person has agreements with insurers allowing the person to bind coverage and countersign insurance documents on behalf of insurers,
2. provides risk management services including claims assistance where required,
3. provides consulting or advisory services with respect to insurance or reinsurance, or
4. holds himself, herself or itself out as an insurance consultant or examines, appraises, reviews or evaluates any insurance policy, plan or program or makes recommendations or gives advice with regard to any of the above

must be registered / licensed.

If you have comments or questions regarding this web site please contact our web master at webmaster@rmco.ca

RMCO



Risk Management Consultants of Ontario

The Objectives of the Association are:

- to promote the calling of risk management and property-casualty insurance consulting;
- to maintain high professional and ethical standards among the members;
- to carry out its functions without the purpose of gain for any of its individual members;
- to use profits of the Association for the promotion of RMCO objectives



Contact Us



RMCO

Risk Management Consultants of Ontario

The four membership classes are:

- [Ontario](#)
- [Ontario Probationary](#)
- [Non-Resident](#)
- [Honourary](#)

Click on the various Members classes to view a listing of members.



Contact Us



RMCO

Risk Management Consultants of Ontario

Membership

An applicant is eligible for membership if he or she:

1. is an individual who devotes the majority of his working time to risk management consulting,
2. is of good character,
3. is compensated only on a fee for service basis,
4. will not render or offer professional services for which the fees are contingent on reduction in client's insurance costs, or any other specific result,
5. is not an insurance agent or insurance broker,
6. has no financial or other association of a material nature with any insurance agency or brokerage or property-casualty insurance company,
7. does not receive compensation, commission or other thing of value from any insurance agent or insurance broker, or property-casualty insurance company, such as to conflict with the Association's "Code of Conduct",
8. is not employed by an employer who has any material interest in any insurance agency, insurance broker or property-casualty insurance company and is not directly or indirectly controlled by an insurance agency, insurance broker or property-casualty insurance company, where such employment would conflict with the Association's "Code of Conduct",
9. does not act in the soliciting of any insurance policy or program,
10. does not have agreements with insurers allowing him or her to bind coverage or countersign insurance documents on behalf of insurers,
11. has no shareholder or partner who is an insurance agent or broker,
12. satisfies the educational and experience requirements established from time to time by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors may refuse an application for membership if the applicant has been refused an application for an agents' license or brokers registration, or had such license or registration revoked for cause.

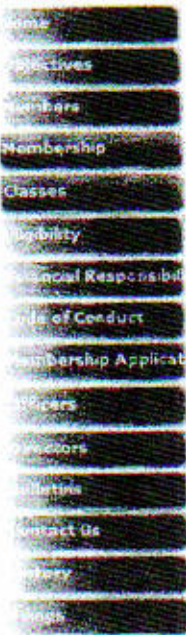
 For more information on membership, please contact our Membership Coordinator



Contact Us

Stephen J. White FCII CIP
 SOMERSET INSURANCE CONSULTING
 2487 Vineland Road, Suite 100
 Mississauga, Ontario L5K 2A3
 Tel (905) 822-2392
 Fax (905) 823-9250
stephenjwhite@somersetconsulting.ca

Risk Management Consultants of Ontario



Associate members are restricted to providing services under the supervision of an unrestricted member.

There are four classes of membership:

- i. Ontario members
- ii. Probationary / Associate
- iii. Non-Resident
- iv. Honourary members

An applicant is eligible to be an Ontario Member if he or she is:

- i. eligible for membership (see separate page for eligibility requirements), and
- ii. is ordinarily resident in Ontario, and
- iii. is a Canadian citizen or has been lawfully admitted into Canada for permanent residence.

An applicant may be eligible to be a Probationary / Associate Member if he or she is:

- i. not eligible for Ontario membership, and
- iii. operates under the direct supervision of an Ontario or Non-Resident member

An applicant is eligible to be a Non-Resident Member if he or she is:

- i. eligible for Ontario membership, and
- ii. is not normally resident in Ontario

A Probationary Member shall have no vote and shall not be eligible to be a member of the Board of Directors

Risk Management Consultants of Ontario

Education Requirements

An applicant is eligible for membership if he or she:

- holds a designation from the Insurance Institute of Canada (or its successor organization) as a CIP (Associate) or FCIP (Fellow), or
- holds a Canadian Risk Management (CRM) or Fellowship (FRM) diploma from the Canadian Risk & Insurance Management Society (or its successor organization) or an Associate in Risk Management (ARM) diploma from the Insurance Institute of America (or its successor organization) or (RF) RIMS Fellow.
- has such other experience and/or education background that in the opinion of the Board of Directors is satisfactory evidence of educational qualifications.

Experience Requirements

An applicant is eligible for membership if he or she:

- for three years or more in the five years immediately preceding the application has been engaged in public practice as a risk management consultant and in the opinion of the Board of Directors has a satisfactory level of competence, or
- for three years immediately preceding the application, has been engaged in risk management consulting under the supervision of a member, or
- for five years or more in the seven years immediately preceding the application has had major responsibility in the administration of corporate property/casualty insurance as a risk manager, a property-casualty insurance broker or an employee of a property-casualty insurer, and in the opinion of the Board of Directors has a satisfactory level of competence, or
- has such other combination of the above minimum experience requirements that in the opinion of the Board of directors is satisfactory evidence of experience qualifications, and demonstrates a satisfactory level of competence.

An applicant who does not meet the experience requirement or the education requirement is eligible for Associate membership if he or she acts under the direction and supervision of a member qualified under the Constitution.

An applicant who meets the experience requirement and the education requirement, but does not meet one or more of the other membership or financial responsibility requirements, is eligible for Associate membership if, in the opinion of the Board of Directors acting reasonably, his or her membership will contribute to or promote the practice of risk management and property-casualty insurance consulting.

In regard to both education and experience, an applicant who was in public practice as a risk management consultant and exempt from the Registered Insurance Brokers of Ontario Act as of October 1, 1981 is entitled to become a member upon application notwithstanding any education or experience requirement.

RMCO

Risk Management Consultants of Ontario

Every member shall be insured under a policy of errors and omissions insurance or maintain some other form of financial guarantee approved by the Board of Directors, in an amount to be determined from time to time by the Board. The current minimum limit required to be maintained by members is \$1,000,000 each claim and in the aggregate annually.

Risk Management Consultants of Ontario

A member shall act at all times in accordance with the following code of conduct:

1. A member shall at all times place the interests of clients ahead of his own and serve them with integrity and competence.
2. A member will assume an independent position with the client, making certain that advice to clients is based on impartial consideration of all pertinent facts and responsible opinions.
3. A member shall serve his client in a conscientious, diligent and efficient manner.
4. A member shall hold in strict confidence all information acquired in the course of the professional relationship concerning the business and affairs of his client, and he shall not divulge any such information unless he is authorized by his client or is required by law so to do.
5. A member will not serve two or more competing clients at the same time without informing each of them.
6. A member will inform the client of any relationships, circumstances or interests that might influence his judgement or the objectivity of his service.
7. A member shall, before accepting an assignment, confer with the client or prospective client in sufficient detail and gather sufficient facts to gain an adequate understanding of the problem, the scope of the study needed to solve it and the possible benefits that may accrue to the client.
8. A member will accept any assignments for which he believes he is qualified and that he believes will be beneficial to the Client.
9. A member will not serve a client under terms or conditions that might impair his objectivity, independence, or integrity; and he will reserve the right to withdraw if conditions beyond his control develop to interfere with the successful conduct of the assignment.
10. A member shall, except for those cases where special client relationships make it unnecessary, make certain that the client receives a written proposal that outlines the objectives, scope and, where possible, the estimated fee or fee basis for the proposed service or study. He will discuss with the client any important changes in the nature, scope, timing or other aspects of the engagement and obtain the client's agreement to such changes before taking action on them.
11. A member will not charge more than a reasonable fee based on consideration of such factors as nature of services performed, time required, consultant's experience, ability and reputation, and degree of responsibility assumed.
12. A member's conduct toward other members shall be characterized by courtesy and good faith.
13. A member will strive continuously to advance and protect the standards of his profession.

RISK MANAGEMENT CONSULTANTS OF ONTARIO

Article VIII: CODE OF CONDUCT (Constitution dated November 5th, 1985 as amended)

A member shall act at all times in accordance with the following code of conduct:

1. A member shall at all times place the interests of clients ahead of his own and serve them with integrity and competence.
2. A member will assume an independent position with the client, making certain that advice to clients is based on impartial consideration of all pertinent facts and responsible opinions.
3. A member shall serve his client in a conscientious, diligent and efficient manner.
4. A member shall hold in strict confidence all information acquired in the course of the professional relationship concerning the business and affairs of his client, and he shall not divulge any such information unless he is authorized by his client or is required by law so to do.
5. A member will not serve two or more competing clients at the same time without informing each of them.
6. A member will inform the client of any relationships, circumstances or interests that might influence his judgment or the objectivity of his service.
7. A member shall, before accepting an assignment, confer with the client or prospective client in sufficient detail and gather sufficient facts to gain an adequate understanding of the problem, the scope of study needed to solve it and the possible benefits that may accrue to the client.
8. A member will accept any assignments for which he believes he is qualified and that he believes will be beneficial to the Client.
9. A member will not serve a client under terms of conditions that might impair his objectivity, independence, or integrity; and he will reserve the right to withdraw if conditions beyond his control develop to interfere with the successful conduct of the assignment.
10. A member shall, except for those cases where special client relationships make it unnecessary, make certain that the client receives a written proposal that outlines the objectives, scope and, where possible, the estimated fee or fee basis for the proposed service or study. He will discuss with the client any important changes in the nature, scope, timing or other aspects of the engagement and obtain the client's agreement to such changes before taking action on them.
11. A member will not charge more than a reasonable fee based on consideration of such factors as nature of services performed, time required, consultant's experience, ability and reputation, and degree of responsibility assumed.
12. A member's conduct toward other members shall be characterized by courtesy and good faith.
13. A member will strive continuously to advance and protect the standards of his profession.

I hereby acknowledge that I understand and agree to comply with the above Code of Conduct as set out in the Constitution of Risk Management Consultants of Ontario.

Signed _____ Date _____



Username or email Remember me [Member Login](#)
[Forgot Login?](#)

[CONSULTANTS ROSTER](#)

[SEARCH FOR A CONSULTANT](#)

[JOIN SRMC](#)

[CONTACT US](#)



MAIN MENU

- [HOME](#)
- [NEED A CONSULTANT?](#)
- [SELECT A CONSULTANT](#)
- [VALUE OF SRMC MEMBERSHIP](#)
- [JOIN SRMC](#)
- [CONFERENCES](#)
- [RELATED LINKS](#)
- [PRESS RELEASES](#)
- [CONSULTANTS IN THE NEWS](#)

About SRMC

The Society of Risk Management Consultants is an international organization of professionals engaged in risk management, insurance and employee benefits consulting. Its mission is to advance these professions to benefit the consultants, their clients and the public through research, education, exchange of information through conferences, networking, and the promotion of professional and ethical guidelines.

SRMC was founded in 1984, and was a successor to the Institute of Risk Management Consultants and the Insurance Consultants Society, two former consulting organizations whose history dates back to the early sixties. Today, the organization is led by its [Officers and Directors](#) who, working with the SRMC's various [Committees](#) and many others volunteering their efforts, ensure that the SRMC continues to benefit its members and the clients they serve.

Members' clients range from mid-size privately held companies to Fortune 100 public companies, non-profits, governmental entities and other professionals who require risk and insurance related expertise ([Clients Served](#)).

Members are independent consultants helping clients manage risk in a cost-effective manner. Assignments often require expertise in many areas of areas of risk management and employee benefits, such as broker selection, insurance audits, risks identification, claims management, development of loss control programs, expert witness, litigation support services, insurance policy archaeology and enterprise risk management (ERM). ([Member Services](#)). **SRMC member consultants do not sell insurance.** Members adhere to a strict code of ethics, which requires fee-only compensation and precludes affiliation with an insurance company, agency or brokerage firm.



[Do you need a risk management consultant?](#)



[Want to join SRMC and advance your practice?](#)



Username or email Remember me [Member Login](#)
[Forgot login?](#)

[CONSULTANTS ROSTER](#)

[SEARCH FOR A CONSULTANT](#)

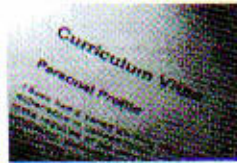
[JOIN SRMC](#)

[CONTACT US](#)

MAIN MENU

- [HOME](#)
- [NEED A CONSULTANT?](#)
- [SELECT A CONSULTANT](#)
- [VALUE OF SRMC MEMBERSHIP](#)
- [JOIN SRMC](#)
 - [Membership Categories](#)
 - [Requirements for Membership](#)
 - [Application Process](#)
 - [Application for Membership](#)
 - [SRMC Code of Ethics](#)
 - [FAQs](#)
- [CONFERENCES](#)
- [RELATED LINKS](#)
- [PRESS RELEASES](#)
- [CONSULTANTS IN THE NEWS](#)

Requirements for Membership



Pursuant to the Society's Bylaws, the Society of Risk Management Consultants (SRMC) has established the following categories of membership: [Full Member](#), [Associate Member](#), [Lifetime Member](#), [Honorary Member](#), [International Member](#) and [Firm Member](#).

The purpose of this document is to set forth General Qualifications which are required for persons to be eligible for any of the categories of membership, and Specific Qualifications for each individual category of membership.

FULL, ASSOCIATE, LIFETIME, HONORARY AND INTERNATIONAL MEMBERS

GENERAL QUALIFICATIONS - INDIVIDUAL MEMBERS OTHER THAN HONORARY

The General Qualifications for Full, Associate, Lifetime and International Members are set forth in Subsection 2.2.1 of the Bylaws. Subsection 2.2.1 provides that:

"Each applicant for admission as a member, other than as an honorary member, of the Society must establish to the satisfaction of the Membership Committee and the Board of Directors that:

- a. The applicant and the applicant's firm, if the applicant works for a firm, have satisfactory moral and ethical standing in the professional field of risk management.
- b. The applicant and the applicant's firm, if the applicant works for a firm, fully subscribe to and abide by the Society's Code of Ethics.
- c. The applicant is an individual engaged in risk management consulting as defined in this Section (except with respect to an applicant for a lifetime membership or an academician), who devotes at least 50% of the individual's normal working time to the risk management consulting practice or management of a risk management consulting firm and who meets all other requirements for membership.
- d. The applicant shall not be an employee of an insurance company, insurance agent, or insurance broker.
- e. Risk management consulting is defined as a profession whose practitioners' sole consulting remuneration is client fees and whose practitioners objectively:
 1. identify and analyze a broad range of client risks and techniques for their management. Work may or may not extend to monitoring results or managing the risk function for the client; and/or
 2. Advise on risk control or risk financing methods and programs; and/or
 3. Evaluate client risk management administration; and/or
 4. Engage in expert witness work related to risk management and insurance issues; and/or

5. Engage in teaching and risk management courses in a college or university and spend at least 10% of their time in consulting or research for clients in areas of risk management and/or insurance; and/or
 6. Engage in claims management consulting, other than those engaged in claims adjustment.
- f. The applicant and applicant's firm, if the applicant works for a firm, meet such other criteria as set forth in the Requirements for Membership, as amended from time to time by the Board of Directors and ratified by a vote of two-thirds of the members present at any regular meeting or at any special meeting if notice of such proposed action has been included in the notice of such special meeting."

In addition to the specific requirements set forth in Subsection 2.2.1, pursuant to Paragraph (f) of Subsection 2.2.1 the Board of Directors has established the following requirements for applicants for Full, Associate, Lifetime and International membership:

- a. A Bachelor's Degree from an accredited college or university; or
- b. A CPCU, AIIU, CIP, CLU or CEBS designation or the international equivalent thereof and at least five (5) years work experience in risk management consulting, the insurance industry or in a profession deemed acceptable by the Membership Committee; or
- c. At least ten (10) years work experience in risk management consulting, the insurance industry or a profession deemed acceptable by the Membership Committee.

In addition, applicants for Full or Associate Membership must be properly licensed in their state of domicile. Applicants for International Membership must comply with those national, regional and/or local regulatory requirements established for their country of domicile.

No applicant who is currently receiving commissions, or whose firm is currently receiving commissions, for the sale or service of any insurance related product or service, will be admitted to the Society.

Subject only to the exceptions and conditions set forth in the following paragraphs (a) and (b), no applicant to be a Full Member, Associate Member, Lifetime Member or International Member shall be recommended to the membership for acceptance subject to any contingency:

- a. Attendance at conference - An applicant who has not yet attended the required conference, may be recommended for acceptance to the membership subject to the applicant's attendance at one of the next two conferences that immediately follow the applicant's election at the membership meeting. Failure to attend one of the next two conferences which immediately follow the applicant's election at the membership meeting will obligate the applicant to reapply for membership. An applicant who is elected subject to the conference attendance requirement is not a member until the requirement is satisfied. At the Executive Committee's discretion, the time to comply with this requirement may be increased for firm members with multiple applicants.
- b. Changes in Advertising - An applicant who, with the exception of the use, by the applicant or the applicant's firm, of an unacceptable brochure, web site or other advertising documents, otherwise qualifies for such membership may, subject to the following requirements, be recommended for acceptance to the membership:
 1. The Board of Directors, after reviewing the unacceptable advertising, must find the nature of the non-compliance to be such that a temporary continuation of its use would be acceptable; and
 2. The applicant and the applicant's firm must, prior to being recommended by the Membership Committee, by written agreement with the Society acknowledge and agree that the applicant's acceptance as a member and continued qualification as a member is subject to:
 - i. discontinuance of the unacceptable advertising within a time limit (not to exceed six months) established by the Membership Committee, and

- ii. that the applicant shall report to the Membership Committee within the time limit specified that the use of the unacceptable advertising has been discontinued and that the applicant believes that any replacement or subsequent advertising fully comply with the Society's Code of Ethics.

An applicant who is elected subject to the advertising contingency is a member upon election, but must discontinue or revise the advertising within the prescribed time frame.

SPECIFIC REQUIREMENTS - FULL MEMBERS

In addition to meeting the General Qualifications, to be eligible to become a Full Member of the Society, an applicant must have five years or more of acceptable public practice in risk management consulting, including two years of major responsibility and client contact in consulting assignments. Three of the five years and the two years of major client responsibility in consulting assignments must have immediately preceded the date of application.

The Board of Directors may accept five years of experience in a risk management related field as a substitute for two years of risk management consulting, but such substitute experience shall not apply to the three year time period which precedes the date of application.

Prior to being elected as a Full Member, each applicant must have attended at least one annual or semiannual Society conference.

SPECIFIC REQUIREMENTS - ASSOCIATE MEMBER

In addition to meeting the General Qualifications to be eligible to become an Associate Member of the Society, an applicant must have two years or more of acceptable public practice in risk management consulting, including one year of major responsibility and client contact in consulting assignments, immediately preceding the date of application.

Prior to being elected as an Associate Member, each applicant must have attended at least one annual or semiannual Society conference.

Upon attaining the requisite experience to qualify as a Full Member, an Associate Member in good standing shall be deemed to be a Full Member without any further action necessary by the Membership Committee, the Board of Directors or the membership.

SPECIFIC REQUIREMENTS - LIFETIME MEMBERS

Pursuant to Subsection 2.1.3 of the bylaws, in order to qualify as a Lifetime Member, except for the individual's no longer devoting at least 50 percent of the individual's working time engaged in the practice or administration of risk management consulting, the individual must meet all of the requirements established in, or pursuant to, Subsection 2.2.1. In addition, in order to qualify as a Lifetime Member, the individual must have been a member of the Society (or one of its predecessor organizations, ICS or IRMC) for at least ten consecutive years immediately preceding the individual's nomination for election as a Lifetime Member.

HONORARY MEMBERS

GENERAL QUALIFICATIONS

The General Qualifications for Honorary Members are set forth in Subsection 2.2.2 of the bylaws. Subsection 2.2.2 provides that:

"Except with respect to those individuals elected as honorary members prior to October 1, 1993, who shall be deemed to be honorary members, each applicant for admission as a member of the Society as an honorary member must:

- a. Have exemplary moral and ethical standing in the professional field of risk management;
- b. Have made outstanding contributions to the practice of risk management; and
- c. Meet such other criteria as set forth in the Requirements for Membership, as amended from time to time by the Board of Directors and ratified by a vote of two-thirds of the members present at any regular meeting or at any special meeting if notice of such proposed action has been included in the notice of such special meeting."

SPECIFIC REQUIREMENTS - HONORARY MEMBER

A Full Member, a Lifetime Member, an International Member or an Associate Member must initiate the evaluation process by sponsoring an Honorary Member applicant.

In addition to meeting the General Qualifications, to be eligible to become an Honorary Member of the Society, a sponsored Honorary Member applicant shall:

- a. Have at least ten (10) years of work experience in risk management, insurance or a profession deemed to be acceptable by the Membership Committee;
- b. Be generally perceived as an expert or leader in his/her chosen field (comments of colleagues would be important to the evaluation process); and
- c. Not currently an agent, broker, insurance company employee or a service provider; e.g., a TPA, actuary, etc. (prior experience in these positions will be acknowledged in the evaluation process).

FIRM MEMBERS

ELIGIBILITY

The Eligibility for Firm Members is set forth in Subsection 2.1.6 of the bylaws. Subsection 2.1.6 provides that:

"In order to qualify as a firm member, an applicant must have at least one individual full member, associate member or international member in good standing. A firm member membership is automatically terminated if the firm member does not include and continuously maintain at least one membership pursuant to Subsection 2.1.1, 2.1.2 or 2.1.5."

GENERAL QUALIFICATIONS

The General Qualifications for Firm Members are set forth in Subsection 2.2.3 of the bylaws. Subsection 2.2.3 provides that:

"A firm shall not qualify for membership without an individual member of one of the classes set forth in Subsection 2.1.1, 2.1.2, or 2.1.5 above, but the firm may apply for membership simultaneously with the first individual member applicant for membership. Qualification for firm membership does not entitle any individual employed consultant to automatic membership. A firm must apply for firm membership when an individual of that firm becomes a member, but not all individuals of a firm member, or firm membership applicant, who provides consulting services must apply for membership."

Updated as of 5/9/14

[< Prev](#)

[Next >](#)

[Disclaimer](#) [Privacy Statement](#)

Questions or comments should be directed to webmaster@srmsociety.org